

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 12/12/2024

ZI de Saint Liguair
4, rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

T.P.F. SARL

6 rue des Compagnons
Zone Alphaparc
79300 Bressuire

Références : 0007209296/2024/394
Code AIOT : 0007209296

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2024 dans l'établissement T.P.F. SARL implanté Lieu-dit La Grenière CLAZAY 79300 Bressuire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une nouvelle plainte (la cinquième au cours des six dernières années) a été transmise à la Préfecture des Deux-Sèvres par l'association Sèvre Environnement, en novembre 2024. Celle-ci est principalement relative au dégagement d'odeurs des installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- T.P.F. SARL
- Lieu-dit La Grenière CLAZAY 79300 Bressuire
- Code AIOT : 0007209296
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TPF exploite, depuis 2011, les anciens parkings de l'équipementier automobile Heuliez, dont une partie a été rachetée à l'Agglomération du Bocage Bressuirais, dans le cadre de son activité de tri, transit, récupération de bois et de déchets de bois ainsi que de son activité de criblage, déchiquetage du bois pour la réalisation de plaquettes de biomasse à destination des chaufferies.

L'activité de criblage, déchiquetage de bois est réalisée environ 20 jours par an sur le site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article 1er	Demande d'action corrective	2 mois
2	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article annexe 1, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Eau	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article annexe 1 article 5.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation administrative de l'établissement n'a pas évolué depuis la dernière visite. TPF relève toujours du régime de la déclaration.

Le sujet de la collecte des eaux de ruissellement nécessite d'être investigué. En effet, lors de la visite de terrain, l'exploitant n'a pas été en mesure de montrer le réseau de collecte et les équipements qui le composent. Il a été retrouvé uniquement un avaloir partiellement obturé par la végétation. Les modalités de nettoyage de la plateforme doivent faire également l'objet d'un examen approfondi par l'exploitant et des demandes de compléments ont été formulées en ce sens dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, /
Prescription contrôlée : Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2260 « broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques nos 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail » sont soumises aux dispositions de l'annexe I. [...]

<p>Constats :</p> <p>Le site est soumis au régime de la déclaration au titre des rubriques 1532 « stockage de bois », 2260 « criblage de bois » et 2714 « installations de transit de, regroupement ou tri de déchets de bois » de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Les installations 2791 « installations de traitement de déchets non dangereux de bois exclusivement » ont fait l'objet d'une déclaration de cessation d'activité en date du 28/09/2020 à la suite de la dernière inspection.</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'y a pas eu de modifications depuis la dernière visite des installations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport de contrôle périodique au titre de la rubrique 2260, conformément aux dispositions de l'article R. 512-55 et suivants du Code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection, sous 2 mois, le contrôle périodique demandé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Situation administrative

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article annexe 1, article 1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Conformité de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le volume stocké semble être inférieur au seuil déclaré à 19 500 m³ par l'exploitant dans sa déclaration auprès des services de la préfecture. Toutefois, l'exploitant ne peut justifier le jour du contrôle des quantités stockées sur site et indique que cette demande prend du temps pour obtenir le volume demandé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre la quantité maximale exprimée en m³ susceptible d'être stockée sur le site.</p> <p>Un plan d'ilotage des tas de bois ainsi que des éléments dimensionnels sont également nécessaires pour justifier des volumes.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article annexe 1 article 5.5
Thème(s) : Risques chroniques, rejets d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau de collecte aboutissant à une station de traitement des eaux usées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH 5,5-8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; - température < 30 °C. <p>Les effluents rejetés sont également exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de matières flottantes ; - de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ; - de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. <p>b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif aboutissant à une station de traitement des eaux usées, lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de MEST ou 15 kg/j de DBO₅ ou 45 kg/j de DCO :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matières en suspension 600 mg/l ; - DCO 2 000 mg/l ; - DBO₅ 800 mg/l. Ces valeurs limites ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure. <p>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau de collecte n'aboutissant pas à une station de traitement des eaux usées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matières en suspension : la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ; - DCO : la concentration ne dépasse pas 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ; - DBO₅ : la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 30 kg/j, 30 mg/l au-delà ; - azote global : la concentration ne dépasse pas 30 mg/l si le flux journalier maximal est égal ou supérieur à 50 kg/jour ; - phosphore total : la concentration ne doit pas dépasser 10 mg/l si le flux journalier maximal est égal ou supérieur à 15 kg/jour. <p>Dans tous les cas, les rejets sont compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des masses d'eau.</p> <p>Les valeurs limites des alinéas ci-dessus sont respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux pluviales du site, se rejettent, via des avaloirs puis via un traitement par un séparateur/décanteur, dans un bassin d'irrigation des eaux situé en dehors du site, de l'autre côté d'une voie de chemin de fer, à une quarantaine de mètres au nord/est des installations.</p>

La DREAL a reçu un signalement pour des nuisances d'odeurs ressenties par le voisinage de l'installation (odeur de bois en fermentation).

L'inspection a constaté sur le site :

- que certaines grilles d'avaloirs sont, en partie ou totalement, recouvertes par de la végétation ou des fines de bois,
- que des dépôts de fines sont entraînés hors de la plateforme par ruissellement et se déposent sur des surfaces enherbées,
- que les dispositifs de collecte s'avèrent insuffisants et que les procédures de nettoyage sont à vérifier et à renforcer le cas échéant,
- que la localisation du séparateur/décanteur n'a pu être identifiée au cours de la visite,
- que le séparateur/décanteur est susceptible de contenir des dépôts de fines de bois qui se sont agglomérées,
- que la présence de fines de bois dans le réseau d'eaux pluviales et hors plateforme est susceptible d'avoir un impact sur l'émanation d'odeurs par effet de dégradation naturelle.

De plus, l'article 5.5 de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 indique que :

« Les effluents rejetés sont exempts :

- [...]

- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,

- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages ».

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- transmettre le plan des réseaux de collecte des eaux pluviales faisant apparaître l'ensemble des équipements associés,
- préciser quelles sont les modalités de nettoyage de la plateforme et du réseau de collecte le cas échéant faisant notamment apparaître la fréquence et les moyens associés,
- les actions envisagées pour limiter le ruissellement des fines et des broyats de bois hors de la plateforme (par exemple la mise en place d'un linéaire de mur de nature à empêcher tout entraînement des fines vers le fossé le long de la voie ferrée ou tout autre dispositif équivalent).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois